Juin 2018 - N° 74

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Trois femmes qui dessinent le Cameroun de demain

Des liens solides se sont tissés entre la Suisse et le Cameroun

SABC : « *l'agro-industrie est l'avenir du Cameroun* »

Bao : le Cash & Carry s'installe au Cameroun

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

L'économie au féminin

L'économie camerounaise s'écrit de plus en plus au féminin. Les femmes camerounaises s'estimaient marginalisées et à force de travail, de formation et d'innovations, elles prennent de plus en plus de place dans un pays où elles représentent environ 53% de la population. Cette volonté et ce dynamisme sont symbolisés par l'explosion de la création d'entreprises par les femmes. Les chiffres communiqués par le Centre de formalités de création d'entreprises (CFCE) démontrent à suffire la détermination de ces managers et entrepreneures. Ainsi, sur plus de 8000 créations d'entreprises comptabilisées courant le 1er semestre 2017, plus de 1800 ont à leur tête des femmes.
Afin de doper l'entrepreneuriat féminin et faire évoluer cette courbe vers le haut, les associations de femmes chefs d'entreprises et autres organisations patronales à l'instar du Groupement des Femmes d'Affaires (GFAC), de la Cameroon Women Business Leader's Association (CWBLA), du Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM) et bien d'autres, ainsi que le Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF), œuvrent à l'accompagnement et au renforcement des capacités de ces managers.
Les entreprises ont compris la nécessité de donner aux femmes les clés managériales, afin que celles-ci participent de manière active au développement, et aussi apportent cette fraicheur managériale qui, aujourd'hui, porte ses fruits au regard des résultats positifs engendrés par chacune dans son secteur d'activité. On les retrouve de plus en plus à des postes clés d'importantes entreprises ou à la tête de leurs propres entreprises. Elles conçoivent des stratégies, dirigent, orientent, créent, innovent et produisent des résultats, du chiffre. Oui, la nouvelle race de femmes managers à l'image de Melissa Bime, Nadine Tinen et Gwendoline Abunaw s'illustre dans des secteurs variés. Elles sont entreprenantes, ingénieuses et démontrent que le Cameroun de demain se construira avec ces femmes fortes et à poigne qu'on retrouve dans diverses sphères décisionnelles, managériales et stratégiques, qui nous inspirent au quotidien.
Si les femmes camerounaises se distinguent et réussissent à faire bouger les lignes dans tous les secteurs et domaines d'activités, c'est la résultante d'une mutation progressive de l'économie camerounaise, impulsée aussi par l'état à travers le renforcement des mécanismes institutionnels, les directives stratégiques orientées, l'attractivité de l'économie et le flux croissant d'entreprises et d'investisseurs qui trouvent au Cameroun, des ressources humaines féminines qui font leurs preuves au sommet des entreprises à réputation établie.
A n'en point douter, les femmes camerounaises se battent comme toutes les femmes du monde pour s'imposer dans la société et gagner leur place dans des secteurs d'activités jusqu'alors réservés aux hommes. Il est à noter qu'une bonne frange d'entre elles est cantonnée essentiellement au secteur agricole de base. Le gouvernement camerounais, à travers des mécanismes appropriés, a mis en place un ministère dédié qui, certes, n'a pas encore donné sa pleine mesure, mais œuvre sans relâche pour le renforcement des instruments et des équilibres de promotion des capacités de la femme dans un pays où on retrouve environ 33% de femmes dans les secteurs dédiés aux services et environ 5% dans l'industrie.

AU SOMMAIRE

FEMMES CAMEROUNAISES

06 • Gwendoline Abunaw, une banquière pur-sang à la tête d'Ecobank Cameroun

07 • Melissa Bime : primée à l'international pour Infiuss, sa banque de sang numérique

08 • Nadine Tinen, l'égérie camerounaise du cabinet d'audit PwC

DIPLOMATIE

9 • SEM Léonard Henri Bindzi : « *De plus en plus de jeunes Camerounais bien formés songent à rentrer s'établir au Cameroun* »

AGRO-INDUSTRIE

12 • Emmanuel de Tailly : « *L'avenir du Cameroun repose sur le développement de l'agro-industrie* »

TÉLÉCOMS

16 • Le secteur des télécoms demeure très attractif

DISTRIBUTION

18 • Laurent Bugeau : « *Nous distribuons prioritairement les produits camerounais* »

LEADER DU MOIS

34 • Aliko Dangote devient le maître absolu de sa cimenterie au Cameroun, dont il contrôle désormais 99,97% des actifs

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Sylvain ANDZONGO, Idriss LINGE, MURIEL EDJO.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI, Corrections : Souha TOURE

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Bureau - Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

L'ACTUALITÉ EN BRÈVES

GESTION PUBLIQUE ..... P 21-23

AGRICULTURE ..... P 24-26

ENERGIES ..... P 27-28

INDUSTRIE ..... P 29

INFRASTRUCTURES ..... P 30

TRANSPORTS ..... P 31-32

TIC & TELECOM ..... P 33

Gwendoline Abunaw, une banquière pur-sang à la tête d'Ecobank Cameroun

Après des études à Buéa puis à Londres, Gwendoline Abunaw rejoint Ecobank dès son retour au Cameroun.

Ancienne étudiante en banque et finance de l'Université de Buéa, dans la capitale régionale du sud- ouest du pays, la Camerounaise Gwendoline Abunaw est depuis le mois de mai 2017 la toute nouvelle directrice générale de la filiale locale du groupe bancaire panafricain Ecobank.
Titulaire d'un MBA de la London Metropolitan University, la nouvelle promue a commencé sa carrière de banquière en 1998, en qualité d'analyste du risque à la Standard Chartered Bank.
Entre 2001 et 2003, elle étudie à Londres, avant de rejoindre le groupe Ecobank dès son retour au Cameroun, où elle officie comme gestionnaire des comptes au sein du département des grandes entreprises.
Un an plus tard, Gwendoline Abunaw est embauchée par la Citibank, avant de retourner en 2011 à Ecobank Cameroun. Nommée au poste de directrice des grandes entreprises et cooptée au sein du Conseil d'administration de la filiale camerounaise d'Ecobank, Gwendoline Abunaw sera propulsée au poste de directrice générale adjointe en 2015.

Depuis mai 2017, cette banquière incarnée a hérité de la direction générale d'une filiale de groupe Ecobank, qui affiche des performances plutôt louables depuis au moins deux ans, et qui a réussi à quitter le 5ème rang au hit-parade des banques camerounaises, pour devenir la 4ème banque du pays derrière Afriland First Bank, la Bicec, et la Société Générale. En février 2017, au sortir d'une assemblée générale des actionnaires tenue à Douala, Ecobank Cameroun a annoncé un résultat net avant impôts de 13,8 milliards de francs CFA en 2016, en hausse de 23% comparé à l'exercice 2015.

> Ecobank Cameroun a enregistré un résultat net avant impôts de 13,8 milliards de francs CFA en 2016, en hausse de 23% comparé à l'exercice 2015.

Melissa Bime : primée à l'international pour Infiuss, sa banque de sang numérique

A seulement 22 ans, Melissa Bime a reçu le 26 avril 2018, à Singapour, le Prix international de l'Initiative féminine de la maison Cartier.

Sauver des vies en facilitant l'accès des patients aux poches de sang dont ils ont besoin. Tel est le combat que mène Melissa Bime depuis 2015. La jeune camerounaise de 22 ans, titulaire d'un diplôme d'infirmière, est la fondatrice de la start-up Infiuss, une banque de sang numérique qui recense au quotidien les réserves disponibles dans plusieurs formations médicales.
Grâce à cet outil, un hôpital qui connaît une rupture de stock pour un groupe sanguin précis peut rapidement se renseigner sur l'état des réserves des formations sanitaires les plus proches, et savoir si les groupes sanguins requis sont disponibles. Dotée de motos, la start-up assure même l'acheminement du sang obtenu jusqu'à l'hôpital demandeur. Elle fournit aussi l'éducation sanitaire des masses et encourage les populations aux dons de sang.
Depuis son entrée en activité, Infiuss indique qu'elle a déjà convoyé 230 litres de sang dans six hôpitaux et sauvé plusieurs vies. Au regard du grand impact de son initiative sur l'amélioration des conditions de vie des populations, Melissa Bime a été récompensée le 26 avril 2018, à Singapour, du Prix international de l'Initiative féminine de la maison Cartier. La jeune femme représentait l'Afrique subsaharienne dans le cadre de ce programme lancé en 2006 par la société française Cartier, qui encourage et soutient les femmes entreprenantes et innovantes.

ORIGINES

D'après Melissa Bime, Infiuss est le fruit d'une expérience traumatisante et frustrante. Au cours de son apprentissage dans un hôpital, elle a été témoin du décès d'une jeune patiente prénommée Rita. La fillette, qui souffrait d'anémie due au paludisme, a rendu l'âme faute de sang disponible pour une transfusion sanguine. Quelques jours plus tard, l'hôpital a découvert qu'un établissement médical voisin disposait d'une réserve de sang et du groupe sanguin nécessaire aux soins de la petite Rita. Pour Melissa Bime, cette situation a été l'une des plus frustrantes de sa carrière. « *Voir une petite fille mourir parce que l'hôpital ne pouvait pas s'approvisionner en sang dans un établissement voisin m'a mise en colère. Je ne pouvais pas continuer à travailler comme infirmière. Je ne voulais pas faire partie d'un système dans lequel je devais simplement regarder ces cas* », explique-t-elle.
Pour réussir son projet, Melissa Bime a bravé plusieurs obstacles. Tout d'abord, il y a eu les réticences de sa famille, qui lui prédisait une belle carrière dans la santé, puis les complications administratives pour mettre en œuvre la start-up. Dans la phase opérationnelle d'Infiuss, la jeune entrepreneure s'est également heurtée aux croyances culturelles. « *Au Cameroun, le sang est souvent considéré comme un tabou. Nous avons dû passer beaucoup de temps à convaincre les donneurs potentiels que le sang qu'ils donnaient ne serait pas utilisé pour faire de la magie, mais pour sauver des vies* », révèle Melissa. Aujourd'hui, toutes ces difficultés surmontées ne sont plus que de lointains souvenirs. La start-up regroupe déjà au sein de son réseau, quelque 908 formations sanitaires.

ME

Nadine Tinen, l'égérie camerounaise du cabinet d'audit PwC

Le cabinet international d'audit et de conseil Pricewaterhouse Coopers (PwC) a récemment annoncé la nomination de la Camerounaise Nadine Tinen, 45 ans, au poste de Regional Senior Partner de PwC Afrique francophone subsaharienne. A ce titre, apprend-on, l'ancienne responsable de PwC au Cameroun devient membre de l'équipe de direction (Territory Leadership Team) de PwC France & Afrique francophone.

Nadine Tinen, selon PwC, a développé, au cours de ses 20 années d'expérience, une expertise reconnue dans le conseil aux entreprises. Ce membre de l'Ordre national des conseils fiscaux du Cameroun a rejoint, en 2014, l'équipe de direction de PwC Afrique francophone subsaharienne, en qualité de responsable de l'activité de conseil juridique et fiscal.

« *Les défis de transformation démographique, économique et sociale de l'Afrique se construisent aujourd'hui et maintenant. C'est pourquoi, il est de notre rôle d'accompagner les acteurs du développement de l'Afrique (que ce soient la société, les communautés, les entreprises nationales, panafricaines et même internationales) dans la réalisation de leurs projets, de la stratégie jusqu'à l'exécution. Nous sommes convaincus qu'en participant au développement de ces acteurs, nous contribuons au développement et au rayonnement de l'Afrique dans sa globalité* », déclare la nouvelle promue.

A 45 ans, Nadine Tinen accède au prestigieux poste de Regional Senior Partner de PwC Afrique francophone subsaharienne.

Diplômée de l'Université de Bourgogne (Dijon), en France, cette spécialiste de la fiscalité est arrivée chez PwC en 1996, avant d'être cooptée comme associée 10 ans plus tard, au sein de la filiale camerounaise. « *Au-delà d'objectifs financiers et business ambitieux, je souhaite mettre la diversité au cœur de ma présidence. En effet, je continuerai de mener une action engagée pour l'inclusion des femmes dans la sphère économique, et plus largement dans la société africaine. Chez PwC, cela doit continuer de se traduire par la valorisation de l'excellence, quel que soit le genre, et la promotion de parcours de carrière individualisés permettant à chacun(e) de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille* », soutient Nadine Tinen.

SEM Léonard Henri Bindzi

« *De plus en plus de jeunes Camerounais bien formés songent à rentrer s'établir au Cameroun* »

Au fil des années, des liens solides se sont tissés entre la Suisse et le Cameroun, grâce à une coopération helvétique discrète et efficace. Les deux pays partagent le plurilinguisme et une grande diversité culturelle. A l'heure où le Cameroun subit des tensions communautaires, le partage d'expériences entre les deux pays peut contribuer à établir le dialogue et favoriser le vivre ensemble. Entretien avec SEM Léonard Henri Bindzi, ambassadeur du Cameroun à Berne.

Investir au Cameroun : Quel sentiment prédomine lorsqu'on représente le Cameroun dans un pays comme la Suisse ?
SEM Léonard Henri Bindzi : Le sentiment qui prédomine chez moi en tant que représentant actuel du Cameroun en Suisse est un sentiment de satisfaction qui tient à l'excellence des relations qu'entretiennent depuis bien longtemps la Suisse et le Cameroun.

IC : Comment se portent les relations entre la Suisse et le Cameroun, tant sur le plan des échanges économiques que sur celui des relations diplomatiques ?
LHB : En indiquant que j'éprouve un sentiment de pleine satisfaction en tant que représentant du Cameroun en Suisse, j'ai déjà répondu partiellement à votre question. Toutefois, je puis dire, au plan diplomatique,

« Même s'ils restent timides, les échanges économiques entre le Cameroun et la Suisse sont en progrès. »

que le ciel du Cameroun et de la Suisse est sans nuages. Les deux pays se consultent régulièrement et échangent des visites de très haut niveau. A preuve, la déléguée fédérale suisse au plurilinguisme, madame Nicoletta Mariolini, s'est rendue en visite de travail au Cameroun au mois de janvier dernier. Le président de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme est, quant à lui, attendu en Suisse au cours du mois prochain. Même s'ils restent timides, les échanges économiques connaissent cependant des progrès. Vous savez que la structure de l'économie camerounaise, orientée vers les secteurs primaire et secondaire, est différente de celle de l'économie suisse qui, elle, est surtout fondée sur le secteur des services (banque, assurances, etc.) et les industries de pointe (chimie, pharmacie, innovation technologique, etc.). L'émergence du Cameroun lui permettra de densifier ses échanges avec la Suisse dans les domaines où cette dernière excelle.

IC : Dans un Cameroun qui est aujourd'hui en proie à des défis d'interculturalité, comment est-ce qu'un pays comme la Suisse, qui compte trois régions linguistiques, peut inspirer le Cameroun ?

LHB : Le Cameroun, comme la Suisse, est riche de sa diversité culturelle. La Suisse a mis en place des mécanismes et des institutions pour s'assurer de la prise en compte effective de toutes les principales langues et des différentes composantes de la société suisse dans le fonctionnement quotidien du pays, notamment de l'administration fédérale. Je l'ai déjà souligné, la déléguée fédérale au plurilinguisme a effectué une visite de travail au Cameroun au mois de janvier, au cours de laquelle elle a largement partagé avec ses homologues de la Commission du bilinguisme et d'autres segments de la société camerounaise, l'expérience suisse dans la pratique du plurilinguisme. Et le président de la commission arrive bientôt en Suisse pour vivre sur place cette expérience dont la commission ne manquera pas de s'inspirer. Les Camerounais vivant en Suisse pourraient aussi être des vecteurs de ce vivre ensemble qui est une réalité en Suisse.

IC : En qualité d'Ambassadeur du Cameroun en Suisse, quelles actions menez-vous au quotidien, pour convaincre davantage d'entreprises de ce pays à investir au Cameroun ?

LHB : Un Ambassadeur, en principe, est en permanence en action pour « vendre » son pays. C'est ce que je fais lors des nombreuses réceptions auxquelles je prends part. Je participe aux fora économiques auxquels je suis invité. Je suis aussi constamment en relation avec des chambres consulaires qui, ici en Suisse, s'intéressent au Cameroun, en l'occurrence la Swiss African Business Circle, la SWISSCHAM à l'assemblée générale de laquelle j'ai participé le 09 mai à Berne. Bref, je saisis toute opportunité qui se présente pour vanter les atouts du Cameroun.

IC : La Suisse est aussi connue pour la qualité de son expertise dans le domaine des technologies de pointe, dans l'industrie pharmaceutique ou encore dans l'agro-industrie. Lorsqu'on sait que de nombreux jeunes Camerounais y résident en tant qu'étudiants, comment développer avec eux le transfert de technologies dont le Cameroun a besoin ?
LHB : Beaucoup de jeunes Camerounais viennent me voir pour s'informer des opportunités que le Cameroun peut offrir en termes d'emploi ou de création de leurs structures propres. Certains ont des projets fort intéressants, tels que la création d'un centre de formation dans le domaine des énergies renouvelables ou la mise en place d'une unité de transformation du manioc en vue d›approvisionner des industries locales consommatrices d'amidon de manioc. Je les conseille, et fais parfois de la facilitation auprès de nos administrations. ll faut dire que de plus en plus de jeunes Camerounais bien formés songent à rentrer s'établir au Cameroun pour être utiles à leur pays.

« Les chambres consulaires en Suisse s'intéressent au Cameroun. »

IC : Le président Paul Biya a opté pour une politique agricole de seconde génération, accordant une place importante à la transformation locale de nos productions. En quoi la Suisse peut-elle aider le Cameroun à atteindre cet objectif présidentiel ?
LHB : L'agriculture figure parmi les secteurs dans lesquels le Cameroun collabore déjà avec la Suisse. On peut souligner la coopération avec le Canton du Jura qui soutient l'lnstitut agricole d'Obala, un centre de formation des entrepreneurs agricoles. Ces jeunes entrepreneurs qui sont formés selon le modèle de la formation professionnelle duale cher à la Suisse sont parmi ceux qui vont porter I'agriculture de seconde génération qui prévoit un volet transformation. Par ailleurs, la qualité des machines suisses est mondialement connue. Les producteurs camerounais devraient s'y intéresser davantage pour I'atteinte de leurs objectifs et de ceux de la politique agricole présidentielle.

> *« La Suisse a mis en place des mécanismes et des institutions pour s'assurer de la prise en compte effective de toutes les principales langues et des différentes composantes de la société dans le fonctionnement quotidien du pays, notamment de l'administration fédérale. »*

IC : La Suisse est un acteur important dans la coopération pour le développement au Cameroun, mais l'opinion publique très souvent l'ignore. Pouvez-vous dire un mot des différents engagements de ce pays aux côtés du Cameroun en termes d'actions de développement ?
LHB : Le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération helvétique dispose d'une Direction du développement et de la coopération (DDC) qui est active au Cameroun à travers le financement des ONG et de nombreuses actions humanitaires, allant de I'assistance aux réfugiés à I'appui à des communautés vulnérables, en passant par l'organisation de séminaires et ateliers dans le domaine du développement à la base. Qui ignore au Cameroun le déploiement de la Croix Rouge qui a son siège à Genève ? Ou le projet « l'Eau c'est la vie » à Otélé, qui offre des puits aux communautés villageoises ? Par tradition, les Suisses sont humbles et ne font pas beaucoup de bruit. Mais, les actions de coopération de la Suisse au Cameroun sont bien connues et appréciées. L'ambassade de Suisse à Yaoundé, qui produit depuis peu une feuille trimestrielle, s'emploie à faire connaître davantage au grand public toutes ces actions.

Propos recueillis par Idriss Linge

Emmanuel de Tailly : « *L'avenir du Cameroun repose sur le développement de l'agro-industrie* »

Le vice-président du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam) et directeur général du groupe Sabc revient sur les 70 ans de vie de cette entreprise dans le pays, et se projette dans l'avenir.

Investir au Cameroun : Le groupe SABC est présent au Cameroun depuis sa naissance en tant que pays, et est un témoin privilégié de l'histoire économique et sociale de ce pays. Comment fait-on pour se maintenir dans un marché comme le Cameroun sur des dizaines d'années, malgré des hauts et des bas ?

Emmanuel de Tailly : L'histoire du groupe SABC – dont la création remonte à 1948 – est étroitement liée à celle du Cameroun. Cette histoire commune nous permet de faire partie aujourd'hui d'un nombre très restreint d'entreprises plus que demi-centenaires. La raison majeure d'une telle longévité est tout d'abord issue d'une volonté actionnariale – dont l'Etat et les Camerounais font partie à hauteur de 15% – de poursuivre et de financer un développement continu de notre groupe dans les bons comme dans les moins bons moments de l'histoire économique du Cameroun. C'est depuis 70 ans une véritable profession de foi dans l'avenir économique du Cameroun, qui fait que nous disposons aujourd'hui d'un patrimoine industriel et logistique évalué à un milliard d'euros, constitué de 9 usines, de 42 centres de distribution répartis sur tout le territoire du Cameroun desservis par plus de 1000 véhicules. C'est l'ADN de la SABC.

La deuxième raison – et non des moindres – est liée à l'expertise industrielle, logistique et commerciale du groupe SABC, développée depuis 70 ans par les différentes générations de collaboratrices et collaborateurs de SABC, qui se sont succédé et qui ont eu à cœur de mettre en œuvre au quotidien nos valeurs et leurs compétences. Ils sont l'âme de SABC.

La troisième raison – tout aussi importante – est la confiance de nos consommateurs dans la qualité des produits que le groupe SABC a su développer avec une gamme à ce jour de plus de 100 références de produits en bière, boissons gazeuses, eau minérale, *energy drink*, alcools mix et boissons maltées. C'est le cœur de SABC. C'est donc une marche en

avant continue du groupe SABC, avec une grande faculté de réinvention et d'adaptation, mais en « *conservant* » toujours notre ADN, en « *puisant* » largement dans notre âme et en « *écoutant* » constamment notre cœur…

Le groupe SABC va sponsoriser la CAN 2019 via les marques «33» Export et Source Tangui.

IC : Bien avant le transfert rapide d'argent et le porte-monnaie mobile, le réseau de distribution des Brasseries du Cameroun était l'un des plus efficaces pour toucher des Camerounais de n'importe quel coin du pays. Comment vous êtes-vous adaptés aux mutations qui ont affecté ce marché, notamment aujourd'hui avec des difficultés rencontrées sur certaines parties du territoire ?

EdT : C'est avec le défi de la compétitivité industrielle, l'un des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés : celui de la distribution de nos produits finis sur tout le territoire. L'option qui a été retenue a été de graduellement sous-traiter une très grande partie de notre distribution, en nous reposant sur un réseau de distributeurs professionnalisés autour de nos 42 centres de distribution répartis sur les 10 régions du Cameroun. Si nous assurons donc les approvisionnements entre nos usines et nos centres de distribution, nous laissons par la suite le soin à nos distributeurs de couvrir pour notre compte les zones qui leur sont dévolues.

L'évolution des infrastructures routières comme de la situation sécuritaire de certaines zones imposent dès lors un lien étroit entre SABC et ses distributeurs. Ce lien a été renforcé par l'utilisation du GPS, une relation informatisée et quotidienne entre SABC et ses distributeurs, la très bonne connaissance historique des zones que nous desservons, ainsi que par des procédures de plus en plus rigoureuses des dessertes des zones. Tout cela a pour but de garantir une disponibilité totale de nos produits en temps et en heure dans tous les points de vente du Cameroun, quelles que soient les circonstances. C'est en définitive une véritable prouesse quotidienne qui fait que nous parcourons 600 fois le tour de la terre par an. Il en va de même pour l'approvisionnement en matières premières et en consommables pour nos 9 usines !

> « *Notre vision est d'être un acteur agro-industriel performant, moderne, citoyen et régional de référence, où chacun de nos produits est un engagement au développement du Cameroun* ».

IC : Le groupe SABC a choisi de se recentrer autour d'un même objectif afin de mieux se redéployer. Comment est prise en compte la construction du Cameroun de demain dans le cadre d'une telle projection ?

EdT : Nous pensons qu'une très grande partie de l'avenir du Cameroun repose sur le développement de l'agro-industrie. Notre vision est donc d'être un acteur agro-industriel performant, moderne, citoyen et régional de référence, où chacun de nos produits est un engagement au développement du Cameroun, qu'il s'agisse de SABC leader agro-industriel, de Socaver expert en emballages ou de Semc expert en eau minérale. C'est pourquoi nous développons à la faveur de la loi fiscale incitative de 2017, les matières premières et consommables du Cameroun avec plus de 30 000 tonnes de sucre, 10 000 tonnes de maïs et l'utilisation de packaging produit localement.

L'idée est de bâtir un couple amont (agricole) et aval (industriel) extrêmement puissant, afin de « *produire ce que nous consommons* » et « *consommer ce que nous produisons* », pour reprendre une formule chère au chef de l'Etat. Là est l'avenir du Cameroun qui aura alors besoin du groupe SABC pour incarner – avec d'autres – ce fer-de-lance agro-industriel camerounais. Pour cela, nous demandons à l'Etat de définir des filières prioritaires dans le domaine de l'agro-industrie, de donner un cadre fiscal stable et incitatif, et de développer des infrastructures à la hauteur de cet enjeu.

IC : Les stratégies ESG sont aujourd'hui au centre des préoc-

« Avec le projet Phoenix, nous procédons à la pesée des postes, des métiers de SABC pour introduire une nouvelle grille salariale plus juste, plus équitable, plus motivante, en réactivant l'ascenseur social et en s'assurant de l'équilibre entre hommes et femmes à compétences égales ainsi que de la diversification des origines des différentes régions du Cameroun ».

cupations du gouvernement, pour introduire notamment plus de justice et d'équité sociale. Comment participez-vous à travailler dans ce sens, notamment pour ce qui est de la gouvernance d'entreprise, l'implication des femmes et des jeunes ?

EdT : Pour mener à bien la destinée du groupe SABC, une nouvelle gouvernance a été mise en place avec le Comité de direction (Codir) et d'exploitation (Comex) qui a réitéré la vision, la mission et les valeurs du groupe SABC, dont la citoyenneté est l'un des points cardinaux. SABC travaille notamment sur un programme RSE dans le cadre de ses 70 ans où les axes santé, éducation, social et environnement sont mis à l'honneur. Nous formalisons également au travers du Gicam, une charte de sous-traitance afin de valoriser notre écosystème avec nos sous-traitants locaux.

Nous mettons également en œuvre le projet Phoenix qui procède à la pesée des postes, des métiers de SABC pour introduire une nouvelle grille salariale plus juste, plus équitable, plus motivante, en réactivant l'ascenseur social et en s'assurant de l'équilibre entre hommes et femmes (à compétences égales) ainsi que de la diversification des origines des différentes régions du Cameroun. Nous favorisons enfin l'emploi des jeunes au travers des stages et des embauches dans le cadre du programme FNE. Nous puisons pour cela en priorité dans les effectifs de nos prestataires qui constituent le socle de nos embauches, mais également en recrutement extérieur lorsque les métiers sont plus complexes.

IC : Votre groupe a accompagné les grandes victoires footballistiques du Cameroun, qui en 2019 abrite l'événement majeur que sera la Coupe d'Afrique des Nations. Une réelle opportunité de communion des peuples dans le pays. Est-ce qu'on peut s'attendre à une implication de votre part ?

EdT : SABC qui est l'un des grands partenaires du football camerounais ne peut être absent d'un tel événement. C'est l'occasion de rappeler qu'au travers de l'EFBC nous avons produit parmi les plus grands noms du football camerounais. Nous avons donc prévu d'être à nouveau aux côtés de la Fecafoot et au travers de nos marques « 33 » Export et Source Tangui, pour célébrer dignement l'excellence camerounaise en matière footballistique et accompagner par des événements majeurs la CAN 2019. Le groupe SABC viendra donc en appui des instances footballistiques pour faire rayonner le football africain, en général, et camerounais, en particulier.

Entretien avec Idriss Linge

"6 jours d'échanges entre les administrations publiques, les partenaires au développement, les acteurs de la société civile et **80 000 visiteurs** sur les politiques publiques au Cameroun."

7è édition

LA VITRINE DU CAMEROUN SAGO

24 au 29 Juillet 2018, Palais des Spots de Yaoundé

- Journées sectorielles
- Conférences
- Forum des Collectivités Territoriales Décentralisées
- Expositions
- Soirée des partenaires

Infos : +237 242 60 78 49 / 242 66 60 44 / 677 88 63 22
Email : mcommunicateur@yahoo.fr
Site web : www.sago.cm

SPONSOR OFFICIEL

camtel

PARTENAIRES

Port Autonome de Douala
Port Authority of Douala

C.U.D.

ARMP

COMMUNES ET VILLES UNIES DU CAMEROUN

Minader

Tradex

Crédit Foncier du Cameroun

MINPOSTEL CONAC MINMAP CONSUPE MINCOM

MINCOMMERCE PNG

MINEFOP MINMIDT

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Le secteur des télécoms demeure très attractif

Malgré la morosité de l'activité économique que vit la sous-région Afrique centrale depuis fin 2015, le marché des télécommunications continue de capter des milliards de FCFA et recèle encore de belles opportunités d'affaires.

Contrairement aux autres pays d'Afrique centrale, qui ont vu leur secteur des télécommunications rentrer presque en hibernation après le choc des produits pétroliers de 2015, celui du Cameroun est demeuré attractif, selon Olivier Vandermoten, le directeur général d'Ericsson Cameroun. Le 29 juin 2017, lors de la cérémonie de présentation par l'équipementier suédois de son rapport sur la mobilité 2017, il indiquait que le Cameroun n'a presque pas ressenti un ralentissement des investissements dans le secteur des télécoms. Ce dynamisme, Ericsson Cameroun l'a attribué aux maisons-mères de certains opérateurs, qui, pas du tout exposées aux difficultés de l'environnement local, ont continué à soutenir financièrement leurs filiales.
A titre d'exemple, en 2017, l'opérateur de téléphonie mobile MTN Cameroon a poursuivi l'extension de son réseau et l'amélioration de la qualité de service, entamées depuis 2015, grâce à prêt bancaire de 60 milliards de francs CFA contracté après l'acquisition de la licence 3G/4G (mars 2015), pour laquelle l'opérateur a dû payer un ticket d'entrée de 75 milliards de francs CFA. Du côté de son principal rival, Orange Cameroun, le volume de l'enveloppe financière dépensée en 2015 et 2016 pour l'amélioration de la qualité de son service 3G et 4G, est évalué à près de 200 milliards de francs CFA.

Elisabeth Medou Badang, l'ex-directrice générale de la compagnie, annonçait en 2017 de nouveaux investissements, pour soutenir « *la modernisation et l'extension de son réseau, l'accompagnement de l'entrepreneuriat local, le sponsoring et le mécénat* », jusqu'en 2025.

> Entre 2015 et 2017, plus de 700 milliards de francs CFA ont été injectés dans le marché télécoms camerounais !

Nexttel Cameroun, le troisième opérateur de mobile, qui a fait officiellement son entrée sur le marché télécoms national en septembre 2014, a également investi à profusion. De 2014 à 2016, Nguyen Duc Quang, le directeur général de cette société

Contrairement aux autres pays de la Cemac, le secteur camerounais des télécommunications ne connaît pas la crise…

télécoms, revendiquait un investissement d'environ 250 milliards de francs CFA au Cameroun, toute chose qui a permis le déploiement de 1300 stations télécoms et plus de 15 000 km de fibre optique. Un nouvel investissement est envisagé pour le lancement de la 4G d'ici fin 2018.

LA DATA

Le dynamisme du marché des télécoms au Cameroun s'est encore traduit le 25 août 2017, à travers l'entrée sur le marché d'un nouvel opérateur mobile. YooMe, ancien fournisseur d'accès Internet (FAI), s'est lancé sur ce segment d'activités à travers une licence d'opérateur de réseau mobile virtuel, obtenue de la Cameroon Telecommunications (Camtel), l'opérateur public. Son directeur général, Emmanuel Forson, annonçait alors un investissement initial de 10 milliards de francs CFA, qui sera renforcé au cours des prochaines années, afin d'étendre le réseau du nouvel arrivant au reste du pays. Au-delà de la téléphonie mobile, le secteur de l'Internet a également attiré de nombreux investissements au Cameroun dès 2016. Le marché s'est enrichi, le 30 septembre 2016, d'un nouveau fournisseur d'accès au haut débit. Il s'agit de Vodafone Cameroun, bénéficiaire d'une franchise de l'opérateur britannique éponyme. L'entreprise, qui a aujourd'hui cessé ses activités suite à un différend réglementaire avec l'Etat, s'est lancée sur le marché grâce à un investissement initial de 40 millions de dollars (environ 22 milliards de francs CFA).

Vodafone a été rejoint plus tard sur ce marché de l'Internet à haut débit, le 12 juillet 2017, par le fournisseur d'accès Internet par satellite Bloosat. La société camerounaise, qui s'est alliée à Konnect Africa, filiale du groupe français Eutelsat spécialisé dans la fourniture de l'internet par satellite, s'est donnée comme ambition de révolutionner le marché camerounais. Même objectif affiché par la société Afrikanet, qui s'est lancée sur le même segment d'activité quatorze jours après avec son produit GoSat. La société a également signé un partenariat avec Konnect Africa pour être en mesure de tenir ses engagements de service. Entre 2015 et 2017, c'est plus de 700 milliards de francs CFA qui ont été injectés dans le marché télécoms camerounais, selon les experts du secteur.

ME

Laurent Bugeau : « *Nous distribuons prioritairement les produits camerounais* »

Le directeur général de 3C Cameroun éclaire sur les motivations et les avantages du nouveau concept lancé par Casino dans le pays, dans le domaine de la vente en gros. Une expérience pionnière en Afrique, susceptible de catalyser la professionnalisation de certaines chaînes de valeurs.

Investir au Cameroun : A travers la société 3C Cameroun, le groupe Casino vient de lancer au Cameroun, grâce à une enseigne baptisée « Bao », la première expérience du concept Cash & Carry en Afrique. De quoi s'agit-il concrètement ?

Laurent Bugeau : « Bao » tire son origine de « Baobab », arbre célèbre qui véhicule des symboles positifs en Afrique : la puissance, la résistance… « Bao » est d'ailleurs une expression populaire signifiant « je suis fort ». En appelant notre enseigne Bao Cash & Carry, nous avons tenu à nous identifier pleinement au continent africain, et en y ajoutant « Cash & Carry », nous y associons le format de ce magasin qui se présente sous la forme d'un entrepôt à prix bas. C'est d'ailleurs grâce à ce modèle d'exploitation, où les coûts sont réduits à l'essentiel, que Bao Cash & Carry propose tous les jours les meilleurs prix sur le marché.

Nous visons principalement une clientèle de professionnels (commerçants-revendeurs, transformateurs, utilisateurs, etc.), et aussi les ménages qui souhaitent faire des économies. Les prix à l'unité sont d'ores et déjà compétitifs et, en fonction des volumes achetés, ils sont dégressifs. Le groupe Casino peut compter sur son expérience incomparable acquise en la matière en Amérique Latine : Assaï, enseigne du groupe, est aujourd'hui le leader du Cash & Carry au Brésil, avec 126 magasins et plus de 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017. Le projet Bao Cash & Carry est ainsi directement issu et adapté du modèle d'Assaï, qui a fait ses preuves ces dernières années. Avec son concept novateur, l'enseigne Bao Cash & Carry participe activement à la démarche gouvernementale de lutte contre la vie chère.

IC : L'une des particularités du Cash & Carry est la pratique des bas prix et des prix dégressifs. Comment en vient-on à proposer des prix aussi compétitifs, alors que les circuits d'approvisionne-

Le premier magasin Bao Cash & Carry a ouvert à Douala-Bassa, avec une répartition équilibrée de produits locaux et de produits importés.

ment et même l'environnement économique sont très souvent les mêmes pour tous les acteurs du marché ?
LB : L'environnement économique a une incidence sur les prix, mais notre modèle de magasin entrepôt à prix bas recherche en permanence à réduire au maximum ses propres coûts d'exploitation : la construction de nos entrepôts est brute, le sol est industriel, le stockage se fait sur palettes, etc. Par ailleurs, nous développons une organisation du travail industrialisée (mécanisation de la manutention avec des engins modernes, un outil informatique intégré, etc.) ; nous mettons sur pied une logistique qui permet d'optimiser l'exploitation en massifiant l'approvisionnement. Bao Cash & Carry présente sous forme de palettes, un assortiment de 3000 références, qui couvrent l'essentiel des besoins et répond aux produits spécifiques demandés par les professionnels.

C'est, avant tout, un modèle économique à gros volumes. Toutes les économies réalisées par Bao Cash & Carry sont répercutées directement sur les prix, ce qui nous permet d'être très compétitifs sur le marché.

IC : Le groupe Casino est déjà leader du Cash & Carry en Amérique du Sud. Quelles similitudes trouvez-vous entre le Cameroun et les pays d'Amérique latine dans lesquels vous êtes déjà présent ?
LB : Le Cameroun présente des similitudes avec un pays comme le Brésil, où nous sommes leader. Par exemple, comme le Brésil, le Cameroun présente un potentiel agropastoral très élevé. D'ailleurs, l'une des ambitions de Bao Cash & Carry est de parfaire la professionnalisation des filières d'agriculture et d'élevage, en achetant directement aux producteurs, en organisant leurs plannings de production, en garantissant l'écoulement de leurs produits, en accompagnant la mise en conformité de leurs produits avec les normes sanitaires, en organisant et en optimisant les circuits logistiques.

Dans ce premier magasin Bao Cash & Carry, nous avons de très grandes capacités de stockage pour préserver la chaîne du froid et garantir qualité et fraicheur des produits. Par exemple, nous achetons nos produits carnés (bœufs, porc, volailles) directement auprès des éleveurs locaux, et nous les transformons dans nos laboratoires.

IC : Dans le secteur de la grande distribution, il existe des pays en Afrique qui recèlent potentiellement plus d'opportunités que le Cameroun. Pourquoi avoir justement choisi ce pays d'Afrique centrale pour lancer l'enseigne « Bao » ?
LB : Le Cameroun a plusieurs atouts. C'est un grand carrefour géographique entre la Cedeao et la Ceeac. C'est une économie importante, puisqu'elle fait près de 50% du PIB de toute la sous-région Cemac. Le Cameroun est doté d'une population de 24 millions d'habitants et recèle un socle d'au moins 10 villes à 200 000 habitants. En plus, c'est une véritable Afrique en miniature, avec sur son territoire de nombreuses diversités qu'on peut trouver sur le

continent : linguistiques, religieuses, ethniques, paysages… Sur la base de ces critères à la fois objectifs et subjectifs, nous avons estimé que ce pays était indiqué pour commencer cette expérience en Afrique.

IC : Malgré des avancées observées depuis quelques années, les produits camerounais ont toujours du mal à se frayer un chemin sur les étals des grandes enseignes commerciales du pays. Quelles proportions de produits locaux pourrait-on trouver dans les magasins entrepôts « Bao » ?
LB : Nous distribuons prioritairement les produits camerounais. Et chaque fois que nous aurons un produit camerounais qui peut remplacer efficacement un produit importé, nous le ferons. Nous avons aujourd'hui au magasin Bao Cash & Carry de Douala-Bassa, une répartition équilibrée de produits locaux et de produits importés. Cette répartition pourrait évoluer en faveur des produits locaux, si leur très bon démarrage depuis l'ouverture se poursuit.

IC : Vous indiquez que l'enseigne « Bao » s'approvisionne directement auprès des agriculteurs et éleveurs locaux. Comment recrutez-vous ces partenaires ?
LB : Nos collaborateurs ont déjà initié, depuis quelques mois, de nombreux contacts avec des acteurs et des éleveurs locaux. D'autre part, nous avons organisé en janvier de cette année, un très grand séminaire de présentation de notre concept, rencontre à laquelle nous avons invité plus d'une centaine de fournisseurs qui sont venus de tout le pays.

IC : Les agriculteurs et éleveurs camerounais n'ont pas la réputation d'être très professionnels. Que prévoyez-vous pour mettre ces partenaires à niveau, notamment en matière de respect des normes de production, des exigences sanitaires, etc. ?
LB : Nous utilisons l'expérience du groupe Casino dans ces domaines, pour partager ce savoir-faire avec les fournisseurs locaux.

IC : Le lancement au Cameroun de « Bao » intervient dans un contexte de concurrence de plus en plus rude dans la grande distribution. Que répondez-vous à ceux qui pensent que cette nouvelle enseigne est une manière pour le groupe Casino de s'adapter à ce nouvel environnement très concurrentiel ?
LB : Bao Cash & Carry est un concept de distribution moderne bien différent des autres enseignes de distribution présentes sur le territoire camerounais. Nous avons une grande expertise dans le domaine du Cash & Carry en Amérique du Sud, et le groupe Casino lui-même est un acteur multiformat dans la grande distribution.

IC : Dans le même ordre d'idées, l'on se serait attendu à ce que les supermarchés Casino soient multipliés dans le pays, un peu comme le font certains opérateurs locaux de la grande distribution. Pourquoi avoir plutôt choisi de lancer un nouveau concept, en l'occurrence le Cash & Carry ?
LB : Nous avons aujourd'hui un partenariat sur place avec Mercure (3 points de vente), et nous lui faisons toute confiance pour bien développer nos enseignes sur la cible expatriée, qui n'est pas celle de Bao. Une fois encore, nous pensons que le concept Cash & Carry répond à une demande forte au Cameroun.

IC : Pour finir, que prévoit le chronogramme de déploiement de l'enseigne « Bao » au Cameroun, sur le court et le moyen terme ?
LB : Si l'expérience de Bao Cash & Carry, qui commence au Cameroun, à travers ce premier magasin entrepôt de Douala-Bassa, est conforme à nos attentes, nous envisageons d'ouvrir dans ce pays une dizaine d'autres magasins dans les cinq prochaines années. Il s'agit d'un investissement global oscillant entre 15 et 20 milliards de francs CFA.

Nos magasins, à terme, emploieront plus de 1500 salariés directs. Ils bénéficieront d'une formation professionnelle et d'un emploi stable. Cet investissement profitera aussi au tissu agro-industriel local, grâce à la mise en avant des produits made in Cameroun et le développement des filières agricoles et d'élevage, que nous allons accompagner.

Bao Cash & Carry, c'est aussi l'opportunité pour les jeunes Camerounais ambitieux et volontaires, d'apprendre un métier d'avenir et de devenir les managers dans nos futurs magasins entrepôts ici ou dans d'autres pays. Car, en cas de succès de Bao Cash & Carry, nous pourrions exporter ce nouveau concept de magasins entrepôts aux prix bas ailleurs sur le continent.

Entretien avec Brice R. Mbodiam

« Nous envisageons d'ouvrir dans ce pays une dizaine d'autres magasins dans les cinq prochaines années. Il s'agit d'un investissement global oscillant entre 15 et 20 milliards de francs CFA. Nos magasins, à terme, emploieront plus de 1500 salariés directs. »

GESTION PUBLIQUE

La BAD, le FMI, S&P et le gouvernement font chorus autour du relèvement de la croissance au Cameroun en 2018, à plus de 4%

Le 11 mai 2018 à Yaoundé, la capitale camerounaise, le bureau local du Fonds monétaire international (FMI) a présenté ses nouvelles perspectives économiques pour l'Afrique subsaharienne. Selon ces projections, la croissance économique au Cameroun culminera à 4,2% en 2018, en progression de 1% par rapport aux 3,2% de l'année 2017.
Une embellie que l'institution de Bretton Woods met sur le compte de la remontée des cours mondiaux du brut et de la production de l'or noir, d'une part, et des retombées des ajustements institutionnels imposés par le programme des réformes économiques et financières de la Cemac et du programme d'ajustement structurel en cours avec le FMI, d'autre part. Cette perspective de croissance non seulement recoupe celle des autorités camerounaises elles-mêmes, qui tablent sur une progression du PIB de 4,2% cette année, mais aussi et surtout rejoint les projections de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'agence de notation américaine Standard & Poor's (S&P).
« *Nous prévoyons que la croissance du PIB réel atteindra en moyenne 4,6% en 2017-2020, portée par la mise en œuvre de vastes projets d'infrastructures tels que le port en eaux profondes de Kribi, la centrale électrique de Lom Pangar et d'autres projets routiers et barrages. Nous anticipons un bond de la production gazière en 2018, suite à la mise en route du terminal flottant de gaz naturel liquéfié* [...] », soutient l'agence américaine dans une note d'analyse sur l'économie camerounaise publiée le 13 octobre 2017.

Les retombées positives des infrastructures évoquées ci-dessus par S&P sont présentées dans le dernier rapport pays (2017) de la Banque africaine de développement (BAD) comme catalyseurs de la croissance économique camerounaise qui, à en croire cette institution financière panafricaine, atteindra 4,1% en 2018 et 4,8% en 2019.
Ces prévisions autour desquelles le gouvernement et ses partenaires multilatéraux semblent globalement s'accorder, demeurent cependant en dessous des 5,8% de croissance du PIB enregistrés dans le pays au cours de la période 2013-2015, fait observer la BAD. En clair, si le Cameroun et l'ensemble de la zone Cemac – dont il est la locomotive – sont sortis de la « *zone de risque élevé* » ainsi que le soutenait récemment le gouverneur de la Banque centrale, Abbas Mahamat Tolli, la situation économique du pays et de ses voisins de la sous-région « *demeure encore fragile* ».

L'ambassadeur américain Peter H. Barlerin présente au Cameroun les avantages d'accueillir les entreprises des USA

Le président de la République, Paul Biya, a reçu en audience le 17 mai au Palais de l'Unité, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique près le Cameroun, Peter Henry Barlerin. Au sortir de cet entretien à huis clos, le diplomate américain a déclaré : « *Le Président a été d'accord avec moi sur l'importance d'accueillir des entreprises américaines au Cameroun et les traiter de façon correcte* ».

Selon M. Barlerin, les compagnies américaines ont beaucoup à offrir non seulement en termes de formation et de développement de la main-d'œuvre, mais également dans le domaine de la technologie et le respect de droits de l'homme et l'environnement.

L'ambassadeur dit avoir présenté les avantages de l'« U.S. Foreign Corrupt Practices Act » (loi anticorruption dans le secteur des marchés publics). Ladite loi, selon le diplomate, considère que le paiement des dessous-de-table est un crime. Ainsi, cette loi permettra aux populations camerounaises de bénéficier des meilleurs produits et services possibles et sans être inquiétées des manœuvres de distraction des fonds publics.

S'appuyant sur un passé récent, les USA revendiquent au Cameroun des investissements d'un montant de 2 milliards de dollars (environ 1114 milliards FCFA) entre 2014 et 2017. Les domaines les plus en vue sont les transports aérien (Boeing) et ferroviaire (General Electric).

Avec désormais un taux d'endettement de 35%, le FMI place le Cameroun parmi les pays à « *un niveau élevé d'endettement* »

Dans le cadre de la revue du programme économique signé avec le Cameroun en juin 2017, Corinne Delechat, chef d'une mission du Fonds monétaire international (FMI), s'est prononcée, le 14 mai à Yaoundé, sur la question de l'endettement du pays.

« *L'analyse de la viabilité de la dette place le Cameroun à un niveau élevé d'endettement. On est également à un niveau élevé de risque de surendettement. Le niveau de la dette est de 35% du PIB. Il faut le mettre en rapport avec la capacité de l'exportation. Et il faut aussi voir que, l'accélération de la dette a été très rapide* », a déclaré Mme Delechat.

Le chef de mission du FMI se base sur le fait qu'au moment où le Cameroun a signé un accord économique en juin 2017, le taux d'endettement du pays était à 30% du PIB. Et même jusqu'en janvier 2018, le Ministère camerounais des finances indiquait qu'avec une dette publique estimée à 6156 milliards FCFA, ce taux était encore de 30% par rapport au PIB. Seulement, entre janvier et mai, au moment où le FMI est en mission d'évaluation du programme économique du Cameroun, l'endettement du pays est en augmentation de 5%, à raison de 1% chaque mois.

« *Ce qu'on essaie de faire dans le cadre du programme, c'est de maîtriser cette croissance de l'endettement pour revenir à une trajectoire plus soutenable. Et là, ça va venir du fait de la consolidation budgétaire d'une part, et d'autre part, d'une meilleure priorisation des niveaux d'endettement* », conclut Corinne Delechat.

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, des femmes produisent du gravier, avec l'appui de l'Union européenne et du PNUD

Dans la localité de Missingueléo, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les femmes ne dédient pas leurs journées exclusivement aux tâches ménagères. Un nombre important d'entre elles sont des casseuses de pierre, activité qui leur permet de produire du gravier utilisé sur les chantiers locaux.
Pour ce travail pénible, mais rémunérateur, les productrices de gravier de Missingueléo bénéficient du programme ACP, financé à hauteur de 8,5 milliards de francs CFA (13,1 millions d'euros) par l'Union européenne et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). A en croire le PNUD, depuis son lancement au Cameroun en 2016, cette initiative qui s'achève au cours de cette année 2018 a permis aux artisanes de Missingueléo « *d'augmenter leurs revenus et d'avoir un bien meilleur niveau de vie* ».
Articulé autour du renforcement des capacités sur la gestion des carrières, la protection de l'environnement, ou encore le respect des droits des communautés, le projet ACP, apprend-on, a pour objectifs d'améliorer l'emploi et les revenus, notamment chez les femmes et les jeunes ; minimiser l'impact environnemental sur les communautés ; faciliter la connaissance des droits individuels et communautaires afin d'éviter les conflits ; assurer des conditions décentes de travail, etc.

AGRICULTURE

Les activités de la Cameroon Development Corporation menacées par la crise anglophone

Les dirigeants de la Cameroon Development Corporation (CDC), 2ème employeur du pays après l'Etat, en appellent à la prise de mesures par le gouvernement, afin de sécuriser davantage les activités de cette unité agro-industrielle publique, qui sont fortement menacées par les tensions en cours dans les régions anglophones du pays.
« *Nos opérations sont affectées par la crise sociopolitique qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Nous remercions les autorités administratives pour leur soutien, mais nous voulons réitérer que nous sommes sérieusement menacés* », a déclaré Franklin Ngoni Njie, le Dg de la CDC, au cours d'une cérémonie de remise de médailles aux employés, présidée par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Grégoire Owona.
En effet, en plus des pertes en vies humaines (deux employés tués dans les violences, selon le Quotidien gouvernemental), l'entreprise fait face à la destruction de ses biens et, surtout, à un ralentissement de ses activités, souligne le directeur général. De ce point de vue, à fin mars 2018, les exportations de bananes de la CDC se sont établies à 11 631 tonnes seulement, contre 26 840 tonnes au premier trimestre 2017, soit une baisse drastique de 15 209 tonnes.

Un financement de 17,7 milliards FCFA de la France pour accompagner le développement des PME agricoles

Le gouvernement français, dans le cadre du Contrat désendettement développement (C2D) conclu avec l'Etat du Cameroun, met à disposition une enveloppe de 17,7 milliards de francs CFA en vue d'assurer l'implémentation du Programme de valorisation et de transformation des produits agricoles (Transfagri) au Cameroun.
Prolongement du Programme d'appui aux petites et moyennes entreprises agricoles et agroalimentaires (Pmeaa), qui arrive à expiration à la fin de cette année 2018 après avoir produit des résultats significatifs sur le terrain, Transfagri sera rattaché à l'Agence de promotion des PME (Apme), afin de pérenniser les acquis à la fin du programme, apprend-on officiellement.

« *Nous sommes là dans les dispositifs de pérennisation du soutien fourni au Pmeaa. Une action de la coopération via le C2D. On a créé un dispositif qui va permettre au gouvernement, quand le C2D sera terminé, de continuer à soutenir ces entreprises pour le bon fonctionnement du pays* », a expliqué Gilles Thibault, l'ambassadeur de France au Cameroun.

Danger sur la production céréalière du Cameroun, déjà attaquée à environ 75% par la chenille légionnaire d'automne

La production céréalière camerounaise souffrira cette année encore des ravages de la chenille légionnaire d'automne, insecte susceptible de détruire, selon les experts, entre 25 et 75% des cultures céréalières telles que le maïs et le sorgho.
En effet, à ce jour, a révélé au Quotidien gouvernemental Louisette Clémence Bamzok, directrice du développement de l'agriculture au Ministère camerounais de l'agriculture et du développement rural (Minader), cet insecte a déjà attaqué environ 75% de la production céréalière du pays. En guise de riposte, le gouvernement camerounais a lancé, ce mois-ci, un projet d'appui au contrôle de la chenille légionnaire d'automne, avec un concours financier de 120 millions de francs CFA émanant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
Implémenté sur une période de 18 mois, ce projet permettra de limiter les dégâts causés à la production céréalière nationale par la chenille légionnaire d'automne. Dans cette optique, apprend-on de bonnes sources, deux biopesticides susceptibles de lutter contre cet insecte nocif ont été homologués par les autorités publiques camerounaises au mois de mars 2018.
Bien que signalée dans sept régions sur les dix que compte le Cameroun (exception faite des régions du Nord-Ouest, de l'Est et du Sud), la présence de la chenille légionnaire est plus marquée dans la région du Nord, dans laquelle elle avait déjà attaqué 36 700 hectares de plantations à fin 2017, apprend-on officiellement. Corollaire de la baisse de la production céréalière, cette invasion des plantations par la chenille légionnaire sera plus ressentie dans les régions septentrionales du pays que sont le Nord, l'Extrême-Nord et l'Adamaoua (un tiers de la population du pays, ndlr), dans lesquelles les céréales (maïs, sorgho et mil) sont l'aliment de base de la population ; laquelle population a d'ailleurs grossi ces dernières années avec l'afflux des réfugiés centrafricains et nigérians, tous nourris aux céréales par le Programme alimentaire mondial (PAM).
Par ailleurs, la baisse de la production céréalière qui se profile à l'horizon va davantage compliquer les activités dans la filière avicole nationale (le maïs est le principal constituant de la provende servant à nourrir les poussins, ndlr), déjà lessivée par une longue épizootie de grippe aviaire, qui s'est déclarée en 2016 et 2017 dans plusieurs bassins de production du pays, dont la région de l'Ouest, qui pèse officiellement 80% dans la filière.

La hausse continue de la taxe à l'exportation plombe les ventes du bois camerounais sur le marché chinois, au 1er trimestre 2018

Au premier trimestre 2018, le Cameroun est demeuré parmi les 10 premières origines du bois importé par la Chine. Mais, la cote des grumes et du bois scié en provenance de la locomotive économique des pays de la Cemac est en chute libre, depuis le début de l'année, à cause des prix auxquels refusent de s'accommoder les acheteurs chinois. En effet, révèle la note de conjoncture de l'Organisation internationale des bois tropicaux (Oibt) publiée le 16 mai 2018, sur les trois premiers mois de l'année 2018, alors que les grumes camerounaises se vendaient à une moyenne de 737 dollars US le mètre cube, le produit congolais (Brazzaville) revenait à 326 dollars US, celui en provenance des îles Salomon était cédé à 233 dollars US, contre 276 et 197 dollars US respectivement pour les grumes nigérianes et équato-guinéennes. Calculette en main, au premier trimestre 2018, le bois en grumes en provenance du Cameroun était vendu pratiquement quatre fois plus cher que le produit équato-guinéen, trois fois plus cher que les grumes importées des îles Salomon, et deux fois et demie plus cher que les produits en provenance du Nigeria et du Congo Brazzaville. Suffisant pour que les acheteurs chinois se détournent des grumes camerounaises au profit d'autres origines. « *La Chine a importé des grumes tropicales principalement de Papouasie-Nouvelle-Guinée (32%), des Îles Salomon (28%), de la Guinée équatoriale (11%), du Nigeria (5%), du Cameroun (5%) et du Congo Brazzaville (4%). Les 10 principaux fournisseurs représentaient plus de 90% des importations de grumes tropicales de la Chine, au cours des trois premiers mois de l'année 2018* », révèle la dernière note de conjoncture de l'Oibt.

Sur le bois scié, l'origine camerounaise n'est pas non plus logée à belle enseigne depuis le début de cette année. A en croire les statistiques de l'Oibt, la Chine a majoritairement importé ses sciages tropicaux de la Thaïlande (72%) et du Gabon (7%), contre 2% seulement du Cameroun. Pour rappel, c'est depuis le début de l'année que le marché chinois, devenu l'une des principales destinations du bois camerounais, boude les produits en provenance de ce pays de la Cemac. En effet, suite à l'augmentation continue de la taxe à l'exportation du bois en grumes au Cameroun (de 17,5 à 30% entre 2016 et 2018), les exploitants forestiers camerounais ont cru devoir répercuter cette charge sur le prix final du produit, ce qui ne plait pas aux acheteurs chinois.

Socapalm, filiale camerounaise de Socfin, affiche un bénéfice net de 10,3 milliards FCFA en 2017, après 5 milliards FCFA en 2016

La Société camerounaise de palmeraies (Socapalm), filiale de Socfin, annonce un bénéfice net après impôts de 10,303 milliards FCFA au 31 décembre 2017, après 5,110 milliards en 2016. Soit une augmentation du bénéfice du simple au double entre les deux périodes.

« *La hausse significative du bénéfice se justifie par la conjugaison d'une maîtrise des coûts de production, d'amélioration des techniques agricoles et industrielles ainsi que des facteurs climatiques favorables* », se réjouit Socapalm.

Des arguments déjà avancés au premier semestre 2017 lorsque l'entreprise a annoncé une production d'huile de palme brute qui est passée de 68 tonnes, au cours de la même période en 2016, à 82 tonnes. De même, la production en amandes de palmistes avait évolué, en glissement annuel, de 13 997 tonnes au mois de juin 2016 à 16 797 tonnes.

La filiale contrôlée par le Franco-belge Socfin précise qu'au cours de l'exercice 2017, les investissements agricoles lui ont coûté 1,209 milliard FCFA. Les investissements industriels, 4,388 milliards. Le matériel roulant, 1,178 milliard. Les autres investissements, 1,380 milliard. Ce qui fait un coût de production total de 8,155 milliards FCFA.

ENERGIES

Un 2ème tanker en route pour Kribi, en vue d'assurer le chargement de la 2ème cargaison de gaz naturel liquéfié du pays

Le Golar Maria, un navire d'une capacité de 146 000 m³, construit en 2006, accostera au port en eau profonde de Kribi, dans la région du sud du Cameroun, le 26 mai 2018. Affrété par la société russe Gazprom Marketing & Trading (GM & T), acheteur exclusif du gaz naturel liquéfié camerounais sur une période de 8 ans, ce navire va lancer les opérations de chargement de la 2ème cargaison de gaz naturel liquéfié produit au large de Kribi, à partir de l'unité flottante Hilli Episeyo.

Le premier chargement, révèle le journal en ligne britannique Trade Winds, a eu lieu entre le 30 avril et le 1er mai 2018, à bord du Galicia Spirit, un navire d'une capacité de 138 000 m³ construit en 2004. En réalité, il s'est agi de la première phase de ce premier chargement, le Galicia Spirit étant retourné à Kribi ces derniers jours pour parachever son chargement, selon nos sources. Cette première cargaison historique, dont l'exportation a été reportée en avril dernier, officiellement pour des raisons administratives, devrait être livrée, dans les prochains jours, à la société PetroChina, avec laquelle le Russe Gazprom Marketing & Trading aurait conclu un contrat, apprend-on de sources autorisées.

Premier bailleur de fonds du Cameroun depuis 2013, la Chine est en passe de devenir l'acheteur de la toute première cargaison de gaz naturel liquéfié produit au Cameroun, à partir de l'unité flottante de liquéfaction baptisée Hilli Episeyo, qui a fait du Cameroun le 2ème pays au monde à utiliser cette technologie, après une expérience pionnière lancée l'année dernière en Malaisie par la firme pétro-gazière brésilienne Petronas. Dotée d'une capacité de production de 1,2 million de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, cette unité flottante appartenant à Golar LNG vise à anticiper sur la production du gaz naturel liquéfié au Cameroun, en attendant la construction d'une usine de pied non loin du port en eau profonde de Kribi ; projet porté par la Société nationale des hydrocarbures (SNH) et le groupe pétro-gazier français Perenco.

Investissement d'environ 700 milliards de francs CFA, ce navire-usine produira également environ 30 000 tonnes de gaz domestique, chaque année, ainsi que 5000 barils de condensat par jour.

Un financement de l'OFID de plus de 7 milliards FCFA permettra d'électrifier 21 localités camerounaises

Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a signé le 9 mai 2018, un décret habilitant le ministre de l'Economie, Alamine Ousmane Mey, à contracter pour le compte du gouvernement un prêt de 13 millions de dollars, soit environ 7,13 milliards de francs CFA, auprès du Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement (OFID). Ce financement, apprend-on, permettra de réaliser un projet d'électrification rurale concernant 21 localités camerounaises situées dans les régions de l'Adamaoua, du Nord, du Littoral et du Sud.
La seconde phase de ce projet, apprend-on de bonnes sources, permettra d'électrifier cette fois-ci 102 localités dans le pays, pour un montant total de 33,337 millions de dollars, soit 18,3 milliards de francs CFA, dont plus de la moitié sera pourvue par la Banque islamique de développement (BID).

Le forage de deux puits d'exploration par Bowleven sur le permis Etindé se précise, avec l'arrivée au Cameroun de la plateforme Topaz-Driller

La firme pétro-gazière britannique Bowleven a annoncé, le 11 mai 2018, l'arrivée dans les eaux camerounaises de la plateforme Topaz-Driller, grâce à laquelle seront forés deux puits d'exploration sur la licence Etindé, qui couvre une superficie de 2316 km^2 dans l'offshore camerounais.

Cet équipement loué pour 150 jours auprès de la société Vantage Drilling International, permettra enfin à Bowleven et ses partenaires sur le projet Etindé de matérialiser une promesse de forage faite depuis 2016, mais sans cesse reportée.
Pour rappel, Bowleven détient 25% des actifs sur le bloc Etindé, contre 37,5% pour chacun de ses deux partenaires sur ce projet. Il s'agit des sociétés pétro-gazières New Age et Lukoil. Selon les dernières prévisions de Bowleven, les travaux de forage des deux puits d'exploration devraient débuter à la fin de ce mois de mai 2018.

INDUSTRIE

Après une longue baisse de régime (50%), les équipements industriels de la Sodecoton tournent désormais à 90%

Au cours de la campagne cotonnière 2017-2018, qui s'achève officiellement ce mois de mai, les équipements industriels de la Société de développement du coton (Sodecoton), géant agro-industriel qui encadre plus de 250 000 producteurs dans la partie septentrionale du Cameroun, ont tourné à 90%, contre 51% seulement en 2016.
Cette remise à flot des équipements de la Sodecoton, selon le directeur général, Mohamadou Bayero Bounou, a été rendue possible grâce à l'appui financier de l'Etat qui contrôle le capital de cette entreprise agro-industrielle. « *Le soutien des pouvoirs publics a été important dans cette entreprise de restructuration des installations industrielles. Une entreprise de cette envergure ne peut pas se permettre de fonctionner avec des installations qui ont une capacité de fonctionnement au rabais. Il reste encore 10% de la capacité des installations qu'il faut faire fonctionner* », a-t-il déclaré lors des manifestations ayant ponctué la célébration de la fête du travail au sein de son entreprise.
Pour atteindre un rythme d'exploitation de 100% des équipements, le Dg de la Sodecoton compte une fois de plus sur son principal actionnaire qu'est l'Etat. « *Le soutien des pouvoirs publics, à travers le versement des 15 milliards de francs CFA restants, sur la promesse des 30 milliards de francs CFA qui avait été faite par l'Etat, serait une grande aubaine pour parachever ce travail, et permettre de faire fonctionner à 100% les installations industrielles de la Sodecoton* », lance Mohamadou Bayero.

Une Association des producteurs d'alcool voit le jour au Cameroun, pour « *construire une profession plus forte* »

La Cameroon Alcohol Producers Association (CAPA), entendez Association des producteurs d'alcool du Cameroun, a été officiellement lancée le 18 mai 2018, au cours d'une cérémonie organisée dans un hôtel de la ville de Yaoundé, la capitale du pays, apprend-on officiellement.
Ce nouveau regroupement corporatiste compte cinq membres, pour l'instant. Il s'agit de la Société anonyme des brasseries du Cameroun (Groupe SABC), de Guinness Cameroon, de l'Union camerounaise des brasseries (UCB), et des producteurs locaux de vins et spiritueux que sont Sofavinc et Fermencam. La CAPA, selon ses promoteurs, a pour objectif principal de « *construire une profession plus forte regroupant des membres partageant les mêmes valeurs éthiques et professionnelles, et qui est capable d'être une force de propositions aux côtés du Gicam, dont elle est membre, en vue d'accompagner la politique industrielle et le développement socio-économique du Cameroun* ».
Cette association entend, par ailleurs, assurer la défense et la promotion de l'activité de ses membres ; assumer la responsabilité sociétale de ses membres et promouvoir la consommation responsable de l'alcool ; développer l'entraide technologique entre les membres et promouvoir les bonnes pratiques au sein de la profession ; et s'assurer d'une concurrence loyale et respectueuse entre les membres.

INFRASTRUCTURES

Face à la baisse des investissements dans le BTP dans son pays, le Sud-africain Raubex se refait une santé financière au Cameroun

Le groupe sud-africain Raubex a lancé, depuis plusieurs semaines, dans la capitale économique camerounaise, les travaux de construction du Douala Grand Mall & Business Park, un gigantesque complexe immobilier et touristique de 80 milliards de francs CFA, porté par la société Craft Development qui a réussi à décrocher le partenariat du fonds d'investissements britannique Actis.
Le 25 avril 2018, toujours à Douala, cette même entreprise sud-africaine du BTP a commencé les travaux de construction de la première enseigne du groupe hôtelier français Onomo au Cameroun. Un trois étoiles dans lequel Onomo International va investir, a-t-on appris, la bagatelle de 15,5 milliards de francs CFA. Suivront ensuite deux autres établissements du même type à Yaoundé, la capitale du pays, et Kribi, cité balnéaire de la région du Sud.
Avec ces deux grands projets immobiliers et touristiques, Raubex tente ainsi de se refaire une santé financière au Cameroun, à la suite du ralentissement des investissements publics dans le secteur du BTP en Afrique du Sud, pays dans lequel l'entreprise est le leader dans la construction des infrastructures routières. En effet, révèle le journal nigérian Business Day, au terme de son dernier exercice clos en février 2018, le carnet de commandes de Raubex a enregistré une baisse substantielle des commandes de l'Agence nationale des routes nationales (Sanral) d'Afrique du Sud, passant de 23% à seulement 12%.
Dans le même temps, apprend-

on, « *L&R Civils, société acquise en juillet 2012, en prévision d'un déploiement de projets d'infrastructures hydrauliques à Gauteng, a été fermée (…). Raubex a également fermé Strata Civils, qui a généré un chiffre d'affaires de 37,2 millions de rands (1,6 milliard FCFA) et une perte nette de 17,5 millions de rands (746 millions FCFA). Les commandes de construction du gouvernement provincial ont chuté de 54% et celles des municipalités ont chuté de 11%* ».
Cette conjoncture sur le marché du BTP en Afrique du Sud a amené Raubex à se repositionner sur le marché de l'immobilier, pour demeurer rentable, apprend-on. « *Nous avons dû changer d'objectif, en attendant que Sanral et le gouvernement investissent davantage pour des projets. C'est la raison pour laquelle nous faisons davantage des travaux privés, y compris la construction et la vente de maisons, ainsi que la rénovation de centres commerciaux en Afrique, avec un nouveau projet passionnant au Cameroun* », a déclaré Rudolf Fourie, CEO de Raubex, au cours de la présentation des résultats annuels de l'entreprise en février dernier.
A la faveur de son repositionnement sur le marché du BTP (acquisition, début janvier 2018, de 70% des actifs de Westforce Construction group, en Australie), et surtout grâce à ses contrats au Cameroun, Raubex compte bien redresser et surtout accroître son chiffre d'affaires, qui a diminué de 5,1% au cours du dernier exercice, culminant à 8,54 milliards de rands (351 milliards FCFA).

TRANSPORTS

Camair-Co, le transporteur aérien public camerounais, a triplé son chiffre d'affaires entre les premiers trimestres 2017 et 2018

Au premier trimestre 2018, le chiffre d'affaires de Camair-Co, la compagnie aérienne publique camerounaise, a culminé à plus de 6 milliards de francs CFA, contre deux milliards de francs CFA au cours de la même période l'année dernière, a révélé le Quotidien gouvernemental.
Cette statistique matérialise la « *montée en puissance* » (dixit la Banque des Etats de l'Afrique centrale) de cette compagnie aérienne, depuis au moins un an, à la faveur de l'implémentation d'un plan de relance visant à sortir définitivement Camair-co de la zone de turbulences dans laquelle elle a vogué depuis le lancement de ses activités. Ce plan de relance proposé par l'Américain Boeing prévoit notamment le renforcement de la flotte de la compagnie, qui compte finalement six aéronefs, avec la réception, le 16 mai 2018 à Douala, d'un avion bombardier Dash8-Q400.
Cette stratégie de relance de la compagnie a également consisté en la suppression des vols internationaux, un maillage du territoire national par le biais de l'ouverture de nouvelles destinations intérieures, puis la reprise progressive des vols internationaux depuis la fin de l'année 2017, en se limitant à certaines destinations africaines. Aussi, sur une période d'un peu plus d'un an, le nombre de vols de cette compagnie aérienne publique est-il passé de 70 à près de 150 par semaine, permettant ainsi à Camair-Co d'emprunter progressivement le chemin de la rentabilité, après avoir longtemps été une compagnie surendettée (environ 35 milliards FCFA), maintenue en vie grâce aux subventions de l'Etat.

Le transporteur aérien public camerounais, Camair-Co, réceptionne son premier Bombardier Dash8-Q400

La Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co), la compagnie aérienne publique camerounaise, a réceptionné le 16 mai 2018 à Douala, la capitale économique du pays, le premier des deux aéronefs bombardiers Dash8-Q400 qui intègreront sa flotte cette année, apprend-on de bonnes sources.

Acquis en leasing auprès de la compagnie émiratie Abu Dhabi Aviation, cet aéronef de 70 places portera à six le nombre d'avions que compte la flotte de cette compagnie aérienne (en plus d'un Boeing B767-300, deux Boeing B737 et deux MA60 chinois). Grâce à un second Bombardier attendu d'ici la fin de l'année, la compagnie aérienne publique, qui sort progressivement de la zone de turbulences grâce à l'implémentation d'un plan de relance proposé par Boeing, sera bien parée pour booster ses activités, avec notamment l'ouverture de nouvelles lignes en Afrique.

Jumia s'allie à Touristique Express pour renforcer son réseau de logistique dans le pays

La filiale au Cameroun de Jumia, la plateforme d'e-commerce présente dans plusieurs pays africains, a officialisé sa collaboration avec Touristique Colis et Courriers Express, une société de transport de colis figurant parmi les leaders du secteur dans le pays.

La signature officielle du contrat vient sécuriser une mise en commun des efforts, qui a déjà débuté depuis quelques mois. L'accord permet à Jumia Cameroun de densifier son réseau de logistique sur un marché qui continue de croître, avec comme conséquence, un besoin de continuer à respecter et améliorer les délais de livraison des clients.

Chez les deux parties, on s'est refusé à se prononcer sur les chiffres qui encadrent cette relation.

Ninganadji Edouard, un des hauts responsables de Touristique Colis et Courriers Express, a indiqué qu'il était difficile de se prononcer sur les retombées financières de cette collaboration. « *Il est clair que ce mariage avec Jumia apporte son lot d'opportunités. Mais le plus intéressant, au-delà du gain direct, c'est le message de confiance que nous enverrons à l'ensemble de nos clients, même ceux qui ne sont pas directement servis par Jumia. Plus on convaincra le marché, plus on gagnera et c'est notre objectif* », a fait savoir M. Ninganadji.

TIC & TELECOM

En indexant la redevance sur les fréquences au CA des opérateurs de mobile, le Cameroun devrait doubler la cagnotte à engranger

Sur la période couvrant leurs premières conventions de concession (1999-2015), les opérateurs de mobile Orange et MTN Cameroun ont payé, au titre de la redevance sur l'utilisation des fréquences attribuées par l'Etat, une enveloppe globale de 35,1 milliards de francs CFA, révèle-t-on au Ministère des postes et télécoms.

Ce montant est le résultat d'un paiement forfaitaire de 200 millions de francs CFA par an et par opérateur, convenu entre l'Etat, MTN et Orange Cameroun ; l'arrêté gouvernemental de 2002 fixant les règles de calcul de cette redevance ayant été jugé « *inapplicable, inopérant et antiéconomique* », aussi bien par le régulateur que les opérateurs. La cagnotte ainsi engrangée au bout de 15 ans a été complétée à l'approche de la fin de la concession, en 2015, après d'âpres négociations entre l'Etat et les opérateurs. Ainsi, MTN a complété la cagnotte de 9,8 milliards de francs CFA, contre 11,3 milliards de francs CFA pour Orange Cameroun.

Mais, selon les projections faites par le gouvernement camerounais, à la faveur des nouvelles conventions de concession, conclues en mars 2015 puis modifiées entre avril et mai 2018, les trois opérateurs de mobile en activité au Cameroun (plus Nexttel) payeront à l'Etat, une enveloppe totale de plus de 86 milliards de francs CFA, en considérant une progression de 2% sur leur chiffre d'affaires (CA) annuel. Calculette en

main, grâce aux nouvelles conventions de concession et leurs avenants respectifs récemment signés avec les deux leaders du marché de la téléphonie mobile dans le pays, l'Etat camerounais a réussi à doubler les ressources financières à verser au Trésor public par les opérateurs, au titre de la redevance sur l'utilisation des fréquences. Pour en arriver à cette augmentation, apprend-on de sources proches du dossier, il a fallu convaincre les opérateurs de mobile d'accepter l'indexation de la redevance sur les fréquences au chiffre d'affaires réalisé par an.

A en croire les responsables du Ministère des postes et télécoms, ces ressources dont bénéficiera le Trésor public sont d'ailleurs susceptibles d'augmentation, les avenants aux concessions avec MTN et Orange stipulant que « *le taux de 1% du chiffre d'affaires est susceptible d'être modifié suivant les conclusions d'une étude indépendante sur la valeur réelle du spectre* », dont les termes de référence sont en cours d'élaboration, apprend-on. En effet, afin d'éviter que les opérateurs réduisent volontairement le chiffre d'affaires déclaré au gouvernement, avec pour objectif de baisser conséquemment le montant de la redevance à payer, les différentes parties ont convenu de réaliser une étude qui permettra de déterminer la valeur réelle du spectre, sur laquelle pourrait finalement être indexée la redevance.

Mais, en attendant les conclusions de cette étude, souligne un expert des télécoms, il est indispensable pour le régulateur des télécoms du pays, de se doter d'une plateforme de contrôle du trafic des opérateurs, afin de continuer à préserver au mieux, les intérêts de l'Etat sur cette redevance. « *La mise en place d'une plateforme de contrôle de trafic permettrait de connaître le trafic réel des opérateurs et non le trafic déclaré. Cette plateforme pourra également réduire le trafic gris, lié à la fraude par contournement des réseaux des opérateurs de la téléphonie mobile. Ainsi, la valeur du chiffre d'affaires de ces opérateurs pourra augmenter considérablement, et la valeur des redevances de fréquences de 1% du chiffre d'affaires s'accroître considérablement* », explique-t-il.

LEADER DU MOIS

Aliko Dangote devient le maître absolu de sa cimenterie au Cameroun, dont il contrôle désormais 99,97% des actifs

Dangote Cement Cameroun, est désormais détenue à 99,97% par Dangote Cement Plc, contre 80% par le passé.

Dangote Cement Cameroun, cimenterie construite sur les berges du fleuve Wouri à Douala, dans la capitale économique du pays, est désormais détenue à 99,97% (contre 80% par le passé) par Dangote Cement Plc, groupe industriel contrôlé par le milliardaire nigérian Aliko Dangote, apprend-on dans les états financiers du groupe à fin décembre 2017.
« *Au cours de l'année* (2017, ndlr), *Dangote Cement Sénégal SA, Dangote Cement Cameroon SA, Dangote Industries Limited Tanzanie et Dangote Industries Plc Éthiopie, ont émis des actions supplémentaires au profit de Dangote Cement Plc ; ce qui a conduit à la dilution des intérêts minoritaires à 0,01%, 0,03%, 0,3% et 0,03% respectivement* », explique le groupe Dangote.
Ce renforcement du contrôle de Dangote Cement Plc sur sa filiale camerounaise, dans laquelle des actionnaires minoritaires (probablement des nationaux dont l'identité est difficile à révéler, ndlr) détenaient encore 20% des actifs à la fin de l'année 2016, s'est traduit par une explosion des investissements en capital du groupe dans Dangote Cement Cameroun.
En effet, apprend-on, alors que ces investissements ont été marginaux en 2016, s'établissant à seulement 9 millions de nairas (un peu plus de 18 millions FCFA, avec une parité de 0,4929 naira égal 1 FCFA, précise le rapport), les investissements en capital effectués par Dangote Cement Plc au sein de sa filiale camerounaise ont atteint 15,160 milliards de nairas à la fin de l'année 2017, soit un peu plus de 25 milliards FCFA, avec une parité de 0,6060 naira égal 1 FCFA, selon la base de calcul du groupe.
Outre ce renforcement du contrôle du milliardaire nigérian sur sa cimenterie camerounaise, l'entreprise a clôturé l'année 2017 sur un résultat net positif, à 1,935 milliard de nairas, soit un peu plus de 3 milliards FCFA, selon la base de calcul du groupe ; après le résultat négatif de -2,492 milliards de nairas (-5 milliards FCFA) enregistré un an plus tôt. Cette embellie, apprend-on, découle de l'amélioration des volumes de ciment vendus dans le pays l'année dernière.
Pour rappel, la cimenterie construite dans la capitale économique du Cameroun par Aliko Dangote, est très rapidement devenue leader du marché du ciment dans le pays, au détriment du groupe Lafarge (devenu Lafarge-Holcim), qui aura régné en situation monopolistique dans ce secteur, pendant près d'un demi-siècle.

Brice R. Mbodiam

DOUALA 28, 29 JUIN 2018

INSCRIPTIONS OUVERTES

SOUS L'ÉGIDE DU

MINISTÈRE DES FINANCES
CAMEROUN

CONFERENCE

AFRICA

350 PARTICIPANTS 25 INTERVENANTS 30 PAYS

BANKING FORUM

EXPOSITION

SPONSORS SILVER

Capital Banking Solutions · sage · UnionPay International

EN COLLABORATION AVEC

APECCAM

PARTENAIRE SCIENTIFIQUE

MAZARS

SPONSORS BRONZE

sab · sopra banking · mega · FICO · TONBELLER · VITALIS · OLYMPIC · BW FACTORING

PARTENAIRE MEDIA

INVESTIR AU CAMEROUN

Accès libre aux PDG, DG, DSI et Directeurs monétiques des banques africaines

Informations
courrier@i-conferences.org / +212 5 22 36 95 15

www.i-conferences.org

Après Marrakech, Tunis, Abidjan et Dakar, **Douala vous donne rendez-vous pour la 10ème édition.**

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun